



DREAL Pays de la Loire
À l'attention de l'Autorité environnementale
Service SCTE/DEE
5 rue Françoise Giroud – CS 16326
44263 NANTES Cédex 2

Date : 02/09/2021

Objet : Demandes de pièces complémentaires

Référence : 2021-5501 – Construction d'un magasin Intermarché à Laigné-en-Belin (72)

Madame, Monsieur,

Suite à un dépôt de dossier de demande d'examen au cas par cas concernant la construction d'un magasin Intermarché sur la commune de Laigné-en-Belin, vous nous avez fait parvenir par voie postale en date du 21/7/2021 une demande de pièces complémentaires. Nos réponses se trouvent ci-après.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Roxanne BENEZET
Chargée d'études

Pièces complémentaires

1) Modification du CERFA afin de prendre en compte toutes les tranches du projet, notamment la station service :

Le CERFA joint ci-après et a été repris en prenant en compte l'aménagement d'axes routiers et la future mise en place d'une station service.

2°) Préciser les mesures dédiées à la protection de l'arbre identifié lors de la phase travaux :

L'aménagement préservera l'arbre protégé sur la parcelle. Il sera conservé et mis en valeur dans le cadre de l'aménagement paysager du site.

Lors de la phase travaux, les mesures de protection suivantes seront appliquées avant le début du chantier :

- Entourer le tronc sur une hauteur de 2 m, qui servira à éviter les frottements et les impacts.
 - Mettre des affiches visibles par les passants pour expliquer les mesures de protection.
 - Canaliser les accès des engins hors de la zone de développement racinaire, qui correspond à la projection de la couronne au sol, augmentée de 2 m. Délimiter cette zone par une signalétique mobile, qui permettra si besoin le passage des engins (qui devra rester occasionnel et limité, afin de prévenir le tassement du sol).
 - Faire effectuer par un professionnel un entretien sanitaire de l'arbre avant le début des travaux (élagage, coupe des branches mortes, déliantage...). En effet, une taille douce sera préférable à une déchirure.
 - Poser un enclos autour de l'arbre, d'une surface de 2 à 4 m², constitué de madriers et de palissades, hauteur de minimum 2 m (dans le cas d'un chantier longue durée).
-

3°) Les nuisances sonores, visuelles ou encore olfactives pour les riverains immédiats sont à estimer de manière plus affinée :

Nuisances visuelles :

Les abords des constructions, aires de stationnement et de livraison font l'objet d'une mise en œuvre permettant de limiter l'impact visuel depuis l'espace public et ce, conformément à l'article 1 Auz5. L'impact visuel, sera également largement limité depuis les terrains mitoyens avec entre-autre, à l'Est, en fond de parcelle, d'un ensemble d'aménagement arboré sur notre site d'une haie bocagère d'essences locales, mixant arbustes, végétation basse et arbres à haute tige.

Nuisances sonores :

Le site est localisé en bordure d'un axe routier très passager (RD 139), actuellement source de bruit. Les éléments du projet susceptibles de générer du bruit sont : le passage de véhicules (clients et livraisons), les systèmes de chauffage, ventilation... Ces derniers seront situés à l'arrière du magasin, éloignés des tiers les plus proches.

Afin de limiter les nuisances sonores, la vitesse sera limitée sur site et sur la route départementale, notamment grâce à la mise en place du giratoire (créé par la ville), qui permettra :

- de réduire la vitesse sur cet axe très passant,
- de sécuriser l'entrée du bourg,

- de réduire les nuisances sonores dues à la vitesse,
- de desservir lentement les véhicules vers le parking.

De plus, les livraisons pourront être pensées de façon autonome et sécurisée, à l'écart de toute nuisance potentielle pour les riverains, ce qui n'était pas possible sur le site actuel. De plus, les camions de livraisons roulent au GNL, qui permet de diminuer les émissions sonores par rapport à un moteur diesel classique.

Nuisances olfactives :

Les sources d'odeurs pourront provenir : des camions de livraisons, de la station service, des déchets issus de l'activité du site.

Afin de limiter les nuisances, les camions de livraisons roulent au GNL (gaz naturel liquéfié), qui permet de réduire les émissions de CO₂ et particules. La station service sera exploitée conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matières de récupération des vapeurs émises et d'émissions d'odeurs (cf. prescriptions pour la rubrique ICPE 1435).

Les déchets issus des activités du site seront régulièrement repris par des filières spécialisées.

4°) La rubrique 9, engagement et signature, doit être intégralement complétée :

Le CERFA joint ci-après et a été repris suite au point 1°). La rubrique 9 a également été complétée.